



## Bulletin trimestriel - n°8 # décembre 2017

### ÉDITORIAL : En route pour la phase III du Pacte civique

Avec la fin de l'année 2017, la phase II de notre aventure s'achève. Faut-il persister ?

#### Un bilan modeste mais positif

Certes, notre collectif n'a pas connu un développement spectaculaire depuis 2015. Mais il tient bon et a su trouver sa (petite) place dans le concert du débat public.

De l'avis de nombreux observateurs extérieurs, la robustesse de notre socle, la qualité de nos analyses, la justesse de notre positionnement dans le paysage politique et social actuel justifient que le Pacte civique soit beaucoup plus largement diffusé.

Alors allons y, et lançons, pour trois ans (2018-2020) une phase III enthousiaste et ambitieuse.

#### Une nouvelle donne politique qui nous sollicite

L'élection d'Emmanuel Macron et d'une majorité de députés de la REM provoque une **recomposition politique** comparable à celle de l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958. Cette nouvelle donne nous interpelle : renouveau de l'action publique ou vieilles recettes reblanchies ? Réveil démocratique ou bonapartisme technocratique ? Notre première tâche sera d'apporter un **regard critique et constructif** sur l'action des pouvoirs publics et la reconstruction du paysage politique, en particulier sous l'angle de la **qualité démocratique**.

#### Construire une politique de la fraternité

Nous devons passer à une phase plus opérationnelle dans la construction d'une **politique de la fraternité**, valeur clé pour répondre aux fractures de notre société, qui sera au cœur de notre action en 2018. Nous voulons poursuivre notre rôle de relance en faveur du retour à **l'emploi des plus exclus**, et investir davantage dans nos propositions sur **l'Europe**, sur la **transition écologique**.

### Elargir notre communauté d'influence, mieux communiquer

D'abord, resserrer les liens avec celles et ceux, personnes ou organisations, qui s'étaient engagées avec nous en 2011, en leur proposant un vrai compagnonnage.

Et puis se rendre à l'évidence : l'artisanat bénévole atteint ses limites. Devenons un peu plus « pros » dans notre communication.

**La première étape, c'est le 20 janvier. Venez nombreux !**



A NOTER SUR VOTRE AGENDA

**le 20 janvier 2018**

De 14h à 17h

suivi d'un pot amical

à l'auditorium de la mairie de Paris

#### Pacte civique phase III

avec au programme :

- ❖ un bilan spécial **qualité démocratique** des premiers mois de la présidence Macron
- ❖ une table ronde **Pour la fraternité, faire plus et mieux ensemble**

### Le virage numérique de Pôle Emploi

#### Colloque « risques d'exclusion, opportunités d'inclusion »

Une rencontre de partage d'informations et d'échanges a été organisée le 21 novembre par le **groupe EMPLOI du Pacte civique**, dans les locaux du journal Le Monde, à Paris.

Elle a regroupé 130 participants :

- ✓ direction de Pôle Emploi (dont Jean Bassères, le Directeur général) et représentants des services de l'Etat ;
- ✓ représentants salariés et bénévoles du Pacte Civique et des associations partenaires (ADIE, ANSA, AURORE, COORACE, Emmaüs Connect, FAS, JOC, NQT, SNC, ...)
- ✓ représentants de Mouvements de Chômeurs (MNCP, AC, ...)
- ✓ représentants de structures concernées par l'emploi (DGEFP, syndicats, missions Locales, Unis Cité, ...)
- ✓ représentants de nos soutiens pour ce projet (Fondation de France, Fondation du Crédit Coopératif, Mairie de Paris)
- ✓ citoyens engagés sur l'accès à l'emploi pour tous.

#### Un projet pour relier

Ce projet incarne bien les valeurs (en particulier la fraternité) du Pacte civique, et sa volonté de rassembler tous les partenaires concernés : usagers, services publics, institutions, partenaires associatifs et citoyens engagés.

Dans cet esprit, le Groupe emploi a mené des enquêtes, a rencontré de nombreux partenaires, a participé à des rencontres « sur le terrain » en

agences ou dans des services de Pôle Emploi ainsi qu'au sein de Comités de liaison.

Ce travail a fait l'objet de trois vidéos projetées en séance (bientôt disponibles sur le site du Pacte civique), et d'une vidéo de restitution rapide du colloque.

Les interventions ont été regroupées suivant trois thématiques :

- ✓ **Éléments de contexte** : l'évolution de l'usage du numérique dans notre société
- ✓ **Mesures prises** pour réduire les risques d'exclusion. Comment faire plus et mieux ?
- ✓ **Perspectives** : réflexion autour d'un numérique inclusif.



### Des propositions concrètes

ont été présentées à la Direction de Pôle Emploi, fondées sur les constats faits pendant les six mois d'échanges et de préparation :

- 1 - Maintenir, renforcer et mieux animer un **accueil et une médiation de proximité** en agence avec les volontaires du service civique et des bénévoles associatifs.
- 2 - Prévoir et maintenir un accueil « **100% humain** » pour les publics ne pouvant accéder au numérique et de « *l'humain dès que nécessaire* » pour chacun.
- 3 - Lancer la bataille contre **l'exclusion de second degré** (impossibilité d'accès aux aides numériques, une fois l'étape de l'accès aux démarches administratives franchie).
- 4 - **Aider les aidants**. Un travail important est fait par des aidants (proches, bénévoles accompagnants, travailleurs sociaux, etc.). Pôle Emploi doit les aider à aider mieux et plus facilement.
- 5 - Passer de la « *satisfaction usager* » (trop souvent abordé sous un angle « client ») à une véritable culture de la **co-construction** basée sur l'écoute des « *irritants* » et des difficultés des publics les moins à l'aise avec le numérique.
- 6 - Intégrer l'action de Pôle Emploi dans des **politiques d'inclusion** « multi-services publics ».

**Sur ce dernier, point, le Pacte Civique et les participants en appellent à l'Etat pour que soit mis en place très rapidement un Plan national d'inclusion numérique.**

Ce plan viserait à coordonner les différents acteurs concernés, préciser les rôles de chacun et vérifier la mise en place des moyens nécessaires.

En conclusion, Jean-Baptiste de Foucauld a invité chacun à se mobiliser pour faire du numérique un **outil de fraternité et de service** et non une obligation et une contrainte favorisant l'exclusion.

## Du côté des collectifs locaux

### Grenoble : Le « **Lieu** », un projet des habitants de la rue

Ce projet des habitants de la rue vient d'être choisi par les Grenoblois pour être financé par la ville dans le cadre de son budget participatif.

#### Un projet collaboratif

Le **Lieu** est le projet d'un espace ressource pour des **personnes de la rue, des personnes précaires**, ouvert tous les jours, cogéré et animé par les personnes concernées.

- ✓ Lieu pour prendre du temps pour soi avec les autres, prendre un café, échanger des informations, s'entraider
- ✓ Lieu de bricolage, d'échange de savoir faire, pépinière de projet
- ✓ Lieu ouvert à tous, « qui veut faire tomber les étiquettes »
- ✓ Lieu de mixité sociale, de solidarité, qui s'invente au fur et à mesure...

Ce projet est issu des besoins exprimés au sein de l'espace de parole **le Parlons-en**, ouvert une fois par mois aux personnes de la rue et personnes précaires ainsi qu'aux professionnels, associations et bénévoles engagés sur les questions de la précarité. Cet espace est le creuset d'initiatives individuelles et collectives autogérées ou cogérées tel le **Collectif Mort de Rue** ou la **Maison conventionnée** avec la ville pour des jeunes et leurs chiens.



#### Le vote du budget participatif

Le **vote des Grenoblois** s'est déroulé en 2 temps : un premier vote a permis de sélectionner 25 projets sur les 100 présentés initialement. Au deuxième vote 7 projets ont été sélectionnés : le **Lieu**, parmi les 3 projets de plus de 200 000 € et 6 de moins de 200 000 €. Le projet du **Lieu** est évalué par la ville à 260 000 €, le local d'un ancien commissariat de police de quartier proche du centre ville étant mis à disposition du **Parlons-en**.

La campagne d'information a été animée de façon très efficace par les services de la ville. Un petit groupe du *Parlons-en* s'est particulièrement mobilisé pour faire connaître le projet, être présent lors des déplacements de la « caravane des projets » et des manifestations particulières. Cette démarche et son succès ont généré une belle dynamique individuelle et collective au sein des participants au *Parlons-en*.

## Grève du chômage : les Nantais.es mettent leur grain de sel

Le collectif 44 du Pacte civique et le groupe SNC de Nantes ont décidé de mener une action le 26 octobre, jour de la **grève du chômage** initiée au niveau national par l'association *Territoires zéro chômeurs de longue durée*<sup>1</sup>, dans le cadre d'une activité collective proposée aux **personnes en recherche d'emploi et accompagnées par SNC**.

D'emblée il est défini que les modalités de cette action seront décidées par les personnes en recherche d'emploi, avec le soutien des accompagnateurs. L'objectif étant de **FAIRE AVEC** et non pas **POUR**.

### Sur la place publique

C'est sur la place du Commerce que les passants ont été interpellés, avec distribution d'un tract où sont mises en évidence les **compétences des personnes** : *chacune et chacun ont des compétences, les entreprises en ont besoin, les recherchent, faisons en sorte qu'elles se rencontrent ...*

Ce fut aussi l'occasion d'échanger avec les passants sur la réalité de **vivre le chômage au quotidien** ; certains ont accepté d'écrire quelques mots.

*Indignez vous, ne vous résignez jamais !  
Ces situations peuvent atteindre jeunes et moins jeunes. Vous êtes dans notre société, Vous êtes la société ! Courage !*

Notons le passage sur le stand de Pascal Bolo, maire adjoint de Nantes : « *Notre territoire est mobilisé et dynamique contre le chômage ! Votre mobilisation en est une illustration. C'est ensemble que nous vaincrons ce fléau* ».

Les **témoignages** recueillis seront regroupés : un bel outil de communication au service de SNC, du Pacte civique, et des organisations qui soutiennent les chercheurs d'emploi !

## Montpellier : journée mondiale du refus de la misère

Le collectif 34 du Pacte civique a contribué à l'organisation de cette journée.

Chaque année, le 17 octobre, l'association ATD Quart Monde « *Agir Tous pour la Dignité* », organise la journée mondiale du refus de la misère. L'objectif est de **donner la parole** à ceux qui ne peuvent s'exprimer tous les jours, et d'informer le grand public sur toutes les formes de précarité.

### Animations et débats

Nous nous sommes donné rendez-vous avec un collectif d'associations au Plan Cabane, place centrale au cœur d'un quartier populaire, pour faire se rencontrer des personnes à parcours de vie divers et faire s'exprimer ceux que l'on n'entend pas le reste de l'année.

Tout d'abord, s'est tenu un temps d'accueil et d'animations musicales et artistiques, autour d'un goûter préparé par des jeunes et des femmes venus d'autres quartiers.

Puis, après trois débats sur les thèmes : « *jeunesse et précarité* », « *pour un monde autrement* » et « *migration* », de nombreuses **prises de parole publiques** ont permis de mieux comprendre les aspirations des jeunes de mission locale, des migrants en CADA, des militants Quart Monde ... et de passants qui se sont reconnus dans les échanges !

Ces débats ont été très soutenus, par des personnes d'horizons divers, comme en a témoigné Sophie : « *J'ai pu discuter avec un jeune de la rue* ».

### Un grand repas gratuit ...

*en fin de journée, en plein cœur de la place, pour ne pas se quitter ainsi ...*



Toujours sur le thème de la rencontre, du respect mutuel et du partage d'expériences de vie variées, ce repas joyeux a réuni près de 300 personnes ; les vivres apportées par une association locale de distribution de repas de rue ont toutes été consommées !

Une réaction, celle de Sylvain, au sortir du repas : « *le repas a été la cerise sur le gâteau de la journée* ».

En clôture de ce 17 octobre était présentée au Café de la vie une expérimentation du mouvement ATD Quart Monde, à laquelle s'est associé le Pacte Civique : le projet « *Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée*<sup>2</sup> », présenté par Isabelle Loss, élue de Jouques où est expérimentée la création d'emplois locaux partiellement financés par la redistribution de l'assurance chômage.

<sup>1</sup> Voir le [bulletin](#) n°7 page 3 et [le site](#) de TZCLD.

<sup>2</sup> Voir note 1.

## DISCERNEMENT

### Démocratie et opinion, les raisons d'un divorce

Salle comble au forum 104, le 21 novembre. C'est la troisième soirée débat organisée par l'OCQD<sup>3</sup>, après « Répondre aux défis démocratiques, comment ? » et « Confiance et défiance démocratiques ».

Trois questions proposées aux trois intervenants : 1/ L'action publique peut-elle s'indexer sur l'état de l'opinion ? 2/ Les politiques cherchent-ils à coller à l'opinion au détriment du long terme ? 3/ La connaissance de l'opinion peut-elle être utile au débat démocratique ?

**Brice Teinturier** Directeur général adjoint d'IPSOS, auteur d'un ouvrage remarqué « *Plus rien à faire, plus rien à foutre : la vraie crise de la démocratie* » ouvre le débat en se disant plus intéressé par l'objet qu'étudient les sondages que par l'outil qui sert à le mesurer.

Cette tendance à dévaloriser l'opinion remonte très loin (Platon vs Protagoras) et s'incarne aujourd'hui dans une crise très forte de la représentativité.

Dans ce contexte les enquêtes par sondage sont un des outils de connaissance de l'opinion, à côté de l'analyse de ce qui se dit sur le web. Ils offrent des avantages et des limites. Une meilleure connaissance permet d'objectiver les débats, sinon on en serait réduit aux anecdotes et aux rumeurs.

Il admet que l'on peut adresser aux sondages un certain nombre de reproches. Ils sont trop nombreux et finissent par avoir des effets artificiels sur la scène politique. De plus, ils favoriseraient un vote tactique au détriment d'un vote de conviction, reproche qu'il estime infondé : il n'y a pas de *vote de conviction* pur à opposer à un *vote dégradé*.

**Malgré leurs limites, les enquêtes d'opinion restent un outil de connaissance indispensable pour la démocratie.**

**Loïc Blondiaux**, Professeur de science politique, qui a publié de nombreux ouvrages sur l'opinion publique et les innovations démocratiques, se propose de traiter deux questions :

- ✓ Le statut de l'opinion publique en démocratie
- ✓ L'idée de démocratie est-elle encore efficace ?

Bien avant les sondages, l'opinion a trouvé des lieux pour se former (salons, cafés) et des instruments pour s'exprimer (pétitions, manifestations). Cependant, l'opposition entre la rue et les urnes ressurgit régulièrement. Actuellement, l'opinion publique s'exprime aussi à travers les réseaux sociaux, spontanés, moins formatés, plus réactifs.

Mais les choix des gouvernants ne sont pas indexés sur l'opinion. Ils s'appuient davantage sur les demandes de leur clientèle électorale ou l'opinion des experts.

Et la démocratie ? Elle est réclamée par une minorité très agissante (*Civic tech*, *Nuit debout*,

ZAD ...) : des gens mettent en commun leur énergie pour s'autogérer.

**Mais elle est dangereusement mise en cause : tentation technocratique et autoritaire (faire confiance aux experts), désinvestissement du jeu institutionnel par les classes populaires ou les classes moyennes éduquées.**

**Sophie Wahnich**, directrice de recherche au CNRS, propose, en partant de ses travaux sur la Révolution française, d'aborder trois points.

**1/ Comment l'opinion publique se forme et quels liens se tissent entre députés et citoyens ?**

Lors de la guerre des farines (mouvement d'émeute contre la libéralisation du commerce des grains), l'opinion populaire a montré sa capacité à penser le juste prix. L'opinion publique est alors constituée de l'ensemble des personnes qui sont exigeantes vis-à-vis de leurs députés, intercesseurs entre le pays et la fabrique de la loi.



**2/ Les lieux du politique où se fabrique l'opinion publique**

L'opinion publique se forge très concrètement dans des groupes sociaux qui écrivent des textes, que trie le « *comité des adresses et pétitions* » pour décider de ceux qui seront lus en séance.

**3/ Le débat sur le statut de la voix minoritaire pour pouvoir avancer vers l'idéal démocratique.**

Un des objets de ces adresses et pétitions était de faire connaître ce qui était *éprouvé* dans les 83 départements. La voix minoritaire était parfois celle de la résistance à l'oppression, quelquefois celle d'une *vérité* à inscrire parmi les droits des citoyens.

En conclusion, **Jean-Baptiste de Foucauld** aspire à un approfondissement de la construction de l'opinion, par la vision, le diagnostic, l'engagement, et appelle un renouveau de la vie démocratique, par le **leadership**, l'**efficacité** et la **participation**.

**Suite le 20 janvier 1988 (lancement phase III du Pacte civique) pour concrétiser ces réflexions !**

### RESTONS EN LIENS

[Notre site internet](#)

[Notre site facebook](#)

Vos réactions à : [pcivique@gmail.com](mailto:pcivique@gmail.com)

*Une idée pour bien terminer l'année ?*

Faire un DON  
au Pacte civique

<sup>3</sup> Observatoire citoyen de la qualité démocratique.